Ukraine : en Crimée, l'occupation se finance par des 'nationalisations' forcées

Description

La Crimée, péninsule ukrainienne sous occupation russe depuis février 2014, est un lieu de villégiature important. Le secteur du tourisme étant en berne depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022, la diversification des financements de la presqu'île devient un enjeu important.

Pour ce faire, les autorités russes d'occupations « nationalisent » des biens détenus par les Ukrainiens pour combler le déficit budgétaire. Le 29 décembre 2023, le responsable du Parlement russe de Crimée, Sergueï Aksionov, avait annoncé la « nationalisation » de 2 600 propriétés de citoyens ukrainiens en Crimée, dont celle de l'oligarque Ihor Kolomoïsky et l'appartement de la première dame d'Ukraine, Olena Zelenska. La situation est critique pour les Tatars de Crimée dont le *Medjilis* (« Assemblée » en tatar) à Simféropol a été saisi.

En novembre 2024, S. Aksionov a indiqué que le budget de la Crimée occupée avait reçu 2,7 milliards de roubles (environ 26,3 millions d'euros) issus de ces « nationalisations ». Le 29 janvier 2025, une autre vague de saisies a été annoncée, dont le montant est estimé à 4,8 milliards de roubles (environ 46,8 millions d'euros) selon la ministre russe de la Propriété et des Affaires territoriales de Crimée, Larissa Koulinitch.

Parmi les biens vendus figurent l'appartement du président Volodymyr Zelensky à Yalta mais aussi des entrepôts alimentaires, des centres commerciaux, des bureaux et des cinémas. Selon L. Koulinitch, en 2024 seulement, plus de 1 000 biens ont été ajoutés à la liste des propriétés « nationalisées ». Les autorités ukrainiennes n'entendent pas reconnaître ces décisions dénoncées comme illégales.

Sources : *Ukraïns'ka Pravda*, *Radio svoboda*, *Mezha*.

date créée
03/02/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Nathan Hourcade